

OCDE - Paris, 13 avril 2016

## **En 2015, l'aide au développement a continué d'augmenter malgré la hausse des coûts des réfugiés dans les pays donateurs**

### **Chiffres préliminaires de l'aide publique au développement pour 2015**

En 2015, les apports nets d'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont élevés à 131.6 milliards USD au total. Compte tenu de l'inflation et de l'appréciation du dollar américain<sup>1</sup>, cela constitue une augmentation de 6.9 % en termes réels, soit le niveau le plus élevé jamais atteint par l'APD nette. Cette dernière a par ailleurs représenté 0.30 % du revenu national brut (RNB) comme en 2014 (voir tableau 1 et graphique 1).

L'augmentation enregistrée en 2015 est en majeure partie due à l'accroissement des dépenses au titre des coûts des réfugiés dans les pays donateurs résultant de la forte hausse du nombre des demandeurs d'asile. Cependant, si l'on ne tient pas compte de ces coûts, on constate que l'APD nette a tout de même augmenté de 1.7 % en termes réels. Malgré la récession qui a touché plusieurs pays membres du CAD et conduit à une baisse des budgets de l'aide, les niveaux globaux de l'APD ont continué de progresser ; depuis 2000, l'APD nette a augmenté de 83 % en termes réels.

### **Affectations d'APD nette**

Le tableau 2 présente les coûts des réfugiés dans les pays donateurs en volume et en pourcentage de l'APD nette totale. Entre 2014 et 2015, l'APD au titre des coûts des réfugiés dans les pays donateurs est passée de 6.6 milliards USD à 12 milliards USD et sa part dans l'APD nette totale, de 4.8 % à 9.1 %.

Cependant il existe de grandes variations entre les donateurs. En 2015 en effet, pour dix donateurs du CAD, la part des coûts des réfugiés dans les pays donateurs représentait plus de 10 % de l'APD nette totale et pour cinq d'entre eux, elle était supérieure à 20 %, allant jusqu'à 34 %. Le graphique 2 permet de comparer l'évolution de l'APD au titre des coûts des réfugiés dans les pays donateurs de 2010 à 2015 pour les membres de l'Union européenne et les non-membres, et il montre que la crise actuelle des réfugiés touche principalement l'APD des États membres de l'Union européenne.

Dans une enquête spéciale réalisée par le CAD de l'OCDE au début de l'année, treize membres ont indiqué que les coûts des réfugiés dans le pays étaient financés par des budgets autres que celui de la coopération pour le développement mais que le budget de l'APD pourrait pâtir indirectement de la situation ; sept membres ont précisé qu'ils utiliseraient le budget de l'APD pour couvrir les coûts des réfugiés sur leur territoire en 2015 et 2016 ; au moment où l'enquête a été réalisée, quatre

---

<sup>1</sup> En 2015, les devises des membres du CAD ont connu une forte dépréciation par rapport au dollar américain, allant jusqu'à plus de 15 % dans certains cas.

membres ont répondu qu'ils ne considéraient pas que ces coûts relevaient de l'APD<sup>2</sup> et aucune donnée n'était disponible pour le reste des donateurs.

L'aide humanitaire a enregistré une progression de 11 % en termes réels pour s'établir à 13.6 milliards USD en 2015 (voir graphique 3). Les dons nets au titre des remises de dettes ont reculé de 36 % en termes réels et représenté 0.2 % de l'APD nette totale en 2015, contre environ 20 % en 2005 et 2006, années où les allègements de dettes avaient atteint leur niveau le plus élevé en raison de mesures exceptionnelles prises à cette époque en faveur de l'Irak et du Nigeria.

Selon les estimations préliminaires, dans le cadre de l'aide bilatérale nette, les dons ont augmenté de 9 % en termes réels par rapport à 2014 ; cependant, si l'on ne tient pas compte des dons au titre des coûts des réfugiés dans les pays donateurs, leur progression a été de 0.4 %. Les apports nets ne revêtant pas la forme de dons ont augmenté de 26 % en termes réels.

L'aide bilatérale en faveur du groupe des pays les moins avancés s'est montée à 25 milliards USD, soit une augmentation de 4 % en termes réels par rapport à 2014, signalant un léger rebond de l'aide après plusieurs années de recul des apports à ce groupe de pays.

L'APD bilatérale allouée à l'Afrique subsaharienne s'est élevée à 24 milliards USD, ce qui représente une progression de 2 % en termes réels par rapport à 2014 ; l'aide bilatérale à l'ensemble du continent africain a augmenté de 1% en termes réels pour s'établir à 27 milliards USD.

### **Performance des donateurs bilatéraux**

Les donateurs les plus généreux en volume ont été les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et la France. Le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède ont dépassé l'objectif des Nations Unies visant à consacrer 0.7 % du RNB à l'APD.

Vingt-deux pays ont enregistré une augmentation de leur APD nette, les plus fortes hausses étant observées en Allemagne, en Autriche, au Canada, en Grèce, en Islande, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas, en Pologne, en République slovaque, en République tchèque, en Slovénie et en Suède. Pour certains, cette forte augmentation a été due aux coûts des réfugiés dans le pays. Compte non tenu de ces coûts, l'APD nette a augmenté dans 20 pays (voir tableau 2). En revanche, l'APD totale nette a reculé dans six autres pays, l'Australie et le Portugal affichant les replis les plus marqués.

L'APD nette en pourcentage du RNB a été de 0.30 % en 2015, comme en 2014.

En 2015, les pays du G7 ont contribué à l'APD nette totale consentie par les membres du CAD à hauteur de 72 % et les pays du CAD membres de l'UE, à hauteur de 56 %.

Les États-Unis demeurent le premier donneur en volume avec des apports d'APD nette de 31.1 milliards USD en 2015, soit un recul de 7.0 % en termes réels par rapport à 2014. La part de l'APD dans le RNB des États-Unis a aussi reculé passant de 0.19 % en 2014 à 0.17 % en 2015. La baisse observée s'explique par une diminution de 3.8 % en termes réels de l'APD bilatérale, due à des réductions de versements à deux programmes spéciaux. Malgré cela, l'APD bilatérale consentie dans le domaine de l'aide humanitaire a augmenté de 5.4 % en termes réels pour s'établir à 6.4 milliards USD en 2015, les principaux bénéficiaires étant l'Afrique subsaharienne et la Jordanie. L'aide multilatérale a également diminué, perdant 23.2 % en termes réels en raison du calendrier des contributions aux organisations multilatérales.

---

<sup>2</sup> Depuis lors, un donneur a commencé à notifier dans l'APD les coûts des réfugiés dans le pays.

L'APD émanant des dix-neuf pays de l'UE qui sont membres du CAD s'est établie à 73.5 milliards USD en 2015, soit une augmentation de 12.7 % en termes réels, représentant 0.47 % de leur RNB cumulé. Les évolutions de l'APD observées dans les pays de l'UE membres du CAD ont été les suivantes en termes réels :

- Allemagne (25.9 %) : évolution imputable pour l'essentiel à l'augmentation des coûts des réfugiés dans le pays ;
- Autriche (15.4 %) : hausse due à l'augmentation des fonds consacrés aux coûts des réfugiés dans le pays ;
- Belgique (-7.8 %) : recul imputable à la baisse des contributions aux organisations multilatérales ;
- Danemark (0.8 %) : progression résultant d'une légère hausse des coûts des réfugiés dans le pays ;
- Espagne (1.5 %) : progression résultant d'une légère hausse des dons bilatéraux ;
- Finlande (-5.7 %) : dégradation imputable à des coupes globales affectant le budget de l'aide ;
- France (2.8 %) : accroissement dû aux contributions aux organisations multilatérales, lesquelles contrebalancent la baisse de l'aide bilatérale résultant de remboursements de prêts plus élevés en 2015 qu'en 2014 ;
- Grèce (38.7 %) : hausse s'expliquant en partie par le niveau des coûts des réfugiés dans le pays ;
- Irlande (1.9 %) : résultat imputable aux contributions aux organisations multilatérales ;
- Italie (14.2 %) : hausse due à une augmentation de l'aide humanitaire et de l'aide bilatérale en faveur du groupe des pays les moins avancés ;
- Luxembourg (-1.2 %) : recul imputable à une légère baisse de l'aide bilatérale ;
- Pays-Bas (24.4 %) : progression enregistrée du fait principalement de l'augmentation des coûts des réfugiés dans le pays mais aussi de la hausse des versements à la Banque mondiale ;
- Pologne (16.8 %) : hausse imputable au développement global du programme d'aide ;
- Portugal (-16.1 %) : contraction résultant d'une réduction du programme de prêts bilatéraux ;
- République slovaque (23.3 %) : augmentation enregistrée sous l'effet d'une hausse de son aide humanitaire et de ses contributions multilatérales ;
- République tchèque (11.4 %) : hausse due à l'augmentation de l'APD bilatérale ;
- Royaume-Uni (3.2 %) : progression enregistrée en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale qui fait plus que compenser la baisse des contributions multilatérales ;
- Slovénie (21.1 %) : hausse due en partie à l'augmentation globale de l'aide mais aussi à celle des coûts des réfugiés dans le pays ;
- Suède (36.8 %) : accroissement imputable pour l'essentiel aux coûts des réfugiés dans le pays mais aussi à l'avancement de versements aux organisations des Nations Unies et à une contribution au Fonds vert pour le climat.

En 2015, l'APD nette totale des 28 États membres de l'UE s'est montée à 74 milliards USD, représentant 0.47 % de leur RNB. Les versements nets des institutions de l'UE sont ressortis à 13.8 milliards USD, soit une légère baisse de 0.5 % en termes réels par rapport à 2014.

Dans les autres pays du CAD, l'APD nette a connu les évolutions suivantes en termes réels :

- Australie (-11.1 %) : recul imputable aux coupes opérées dans le budget de la coopération pour le développement ;

- Canada (17.1 %) : progression obtenue pour l'essentiel sous l'effet du calendrier de versement des contributions aux organisations multilatérales et du fait de l'aide humanitaire consentie en réponse au conflit en cours en Syrie ;
- Corée (8.3 %) : progression due à une augmentation de l'APD bilatérale ;
- Islande (11.3 %) : évolution due au développement global du programme d'aide ;
- Japon (12.4 %) : hausse résultant d'importantes augmentations de l'APD bilatérale en faveur du groupe des pays les moins avancés et de l'Afrique ;
- Norvège (8.7 %) : hausse due essentiellement à une augmentation des coûts des réfugiés dans le pays ;
- Nouvelle-Zélande (1.7 %) : progression obtenue en partie en raison d'une légère augmentation des dons aux pays les moins avancés ;
- Suisse (6.7 %) : progression due à une augmentation de l'aide humanitaire et de son budget à la coopération au développement global.

D'autres pays apporteurs d'aide ont notifié les évolutions des chiffres provisoires suivants en termes réels concernant leur APD nette :

- Croatie (-20.5 %) : recul dû à un repli du programme d'aide bilatérale ;
- Émirats arabes unis (-3.7 %) : diminution due à une baisse des niveaux de la coopération bilatérale, malgré l'augmentation de l'aide humanitaire ;
- Estonie (4.7 %) ;
- Hongrie (25.0 %) : augmentation due à la hausse globale du budget consacré au développement ;
- Israël (9.4 %) : progression imputable à un accroissement du programme bilatéral ;
- Lettonie (9.6 %) : en raison d'une augmentation de ses contributions multilatérales
- Lituanie (14.7 %) : augmentation expliquée par la hausse de son programme bilatéral.
- Malte (-23.7 %) : contraction due aux coupes opérées dans l'aide bilatérale ;
- Russie (92.7 %) : progression résultant des opérations d'allégement de dettes en faveur de Cuba et de l'augmentation des contributions aux organisations multilatérales ;
- Turquie (26.3 %) : hausse due à une augmentation de l'aide humanitaire en réponse à la crise en Syrie.

En 2015, les apports bruts des pays membres du CAD (c'est-à-dire avant déduction des remboursements de prêts) ont totalisé 142.7 milliards USD, soit une hausse de 5.6 % en termes réels par rapport à 2014. En ce qui concerne l'APD brute, ce sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la France qui viennent au premier rang des donateurs (voir tableau 3). Dans le cadre de l'APD brute, les instruments bilatéraux autres que les dons ont progressé de 7.4 % en termes réels, représentant 16.7 milliards USD.

### Stabilité des niveaux de l'aide programmée en 2015

Les résultats préliminaires de l'Enquête 2016 du CAD sur les plans de dépenses prévisionnelles des donateurs laissent augurer une stabilité des niveaux de l'aide programmée en 2015, mesurée par l'aide-pays programmable (APP)<sup>3</sup>, qui s'est élevée à 96.4 milliards USD en 2015<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> L'aide-pays programmable (APP), également appelée « aide de base », est la part de l'aide que les donateurs programment pour chaque pays et sur laquelle les pays partenaires peuvent avoir une influence significative. L'APP permet beaucoup mieux que l'APD de saisir les apports d'aide consentis aux pays partenaires et, dans plusieurs études, elle s'est avérée être un bon indicateur de l'aide comptabilisée au niveau des pays. Pour en savoir plus : <http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/cpa.htm>.

L'APP en direction des pays les moins avancés (PMA) et des autres pays à faible revenu (autres PFR) a augmenté de 3 % en termes réels en 2015 par rapport à 2014, pour s'établir à 39.8 milliards USD. Cependant, l'APP visant les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) et de la tranche supérieure (PRITS) a diminué de 2 %. Cette évolution est due pour l'essentiel à la baisse du niveau des prêts concessionnels consentis à des pays comme le Mexique, le Maroc et le Vietnam.

Ce sont les pays d'Afrique subsaharienne tels que le Soudan du Sud, ou encore le Libéria et la Sierra Leone, deux pays touchés par le virus Ebola, qui ont bénéficié des plus importantes augmentations en volume de l'APP en 2015. Ces dernières sont dues principalement aux dons supplémentaires accordés par les membres du CAD et aux prêts concessionnels consentis par les banques multilatérales de développement.

### **L'APP aux PMA et aux États fragiles devrait connaître une forte augmentation en 2016**

Les résultats de l'Enquête laissent augurer une forte augmentation de l'APP globale en 2016 de 5.2 milliards USD (prix constants de 2015), provenant des fournisseurs bilatéraux mais aussi multilatéraux. Cette hausse va bénéficier à tous les pays quel que soit leur groupe de revenu mais principalement aux PMA et aux États fragiles pour lesquels l'augmentation devrait être de 6 % en termes réels du fait de la hausse des versements des organisations multilatérales. L'APP globale en faveur des PRITI et des PRITS devrait aussi augmenter, mais à un rythme moins soutenu (3 % pour les PRITI et 4 % pour les PRITS) et avec d'importantes fluctuations selon les pays en raison de la volatilité des recettes d'aide liées aux prêts concessionnels.

En ce qui concerne la répartition géographique, ce sont les pays très peuplés d'Asie, tels que le Bangladesh, la Chine, le Myanmar et le Vietnam, et les pays d'Afrique subsaharienne, comme l'Éthiopie, le Nigéria et l'Ouganda, qui devraient bénéficier des augmentations les plus importantes en 2016. En revanche, de légers reculs pourraient être enregistrés pour les pays d'Amérique et d'Océanie.

### **Perspectives d'évolution : poursuite de la tendance à la hausse de l'aide en faveur des PMA à moyen terme**

L'APP globale devrait rester stable jusqu'en 2019 et suivre une trajectoire ascendante continue dans le cas des PMA, comme suite aux engagements récemment pris par les membres du CAD d'allouer une plus large part de l'APD totale aux pays les plus démunis. Cette tendance confirme les conclusions d'une récente étude du CAD selon laquelle la plupart des membres du CAD sont en train de recentrer leurs dotations conformément aux accords souscrits à l'échelon international de mieux cibler l'APD sur les pays les plus démunis<sup>5</sup>.

L'Enquête prévoit une baisse des niveaux de l'APP destinée à certains PMA entre 2016 et 2019, la Guinée et le Niger par exemple, deux pays maintes fois signalés par l'OCDE comme étant des orphelins de l'aide<sup>6</sup>. L'aide en faveur d'autres pays démunis, tels que les autres pays à faible revenu, les États et économies fragiles et touchés par un conflit, les pays en développement enclavés et les

---

<sup>4</sup> Ce chiffre ne tient pas compte de l'APP consentie par l'Arabie saoudite en 2015.

<sup>5</sup> Une synthèse des progrès accomplis par les membres du CAD dans le sens d'un meilleur ciblage de l'APD peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/countries-most-in-needs.htm>.

<sup>6</sup> Pour plus d'informations sur l'étude que l'OCDE a consacrée aux orphelins de l'aide, voir : <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/fragmentation-orphans.htm>.

petits États insulaires en développement, devrait en revanche augmenter mais à un rythme moins soutenu que dans le cas des PMA.

Les prévisions à moyen terme montrent une tendance positive de l'APP en faveur de certains des pays les plus pauvres et les plus fragiles, ce qui représente une évolution encourageante en vue des défis du Programme 2030.

Pour plus d'informations et pour consulter les données d'enquête sur les plans de dépenses les plus récents des fournisseurs d'aide, détaillées et désagrégées par pays et par fournisseur, voir : <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/global-aid-prospects-and-projections.htm>.

**TABLEAU 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES MEMBRES DU CAD ET D'AUTRES DONNEURS EN 2015**  
Données préliminaires pour 2015

	2015		2014		2015 APD millions de USD (2) Aux prix et taux de change de 2014	Variation en pourcentage de 2014 à 2015 (2)
	APD millions de USD courants	APD/RNB % (1)	APD millions de USD courants	APD/RNB %		
<i>Pays du CAD:</i>						
Allemagne	17 779	0.52	16 566	0.42	20 855	25.9
Australie	3 222	0.27	4 382	0.31	3 897	-11.1
Autriche	1 207	0.32	1 235	0.28	1 424	15.4
Belgique	1 894	0.42	2 448	0.46	2 257	-7.8
Canada	4 287	0.28	4 240	0.24	4 965	17.1
Corée	1 911	0.14	1 857	0.13	2 011	8.3
Danemark	2 566	0.85	3 003	0.86	3 028	0.8
Espagne	1 604	0.13	1 877	0.13	1 905	1.5
États-Unis	31 076	0.17	33 096	0.19	30 765	-7.0
Finlande	1 292	0.56	1 635	0.59	1 541	-5.7
France	9 226	0.37	10 620	0.37	10 919	2.8
Grèce	282	0.14	247	0.11	343	38.7
Irlande	718	0.36	816	0.38	831	1.9
Islande	39	0.24	37	0.22	42	11.3
Italie	3 844	0.21	4 009	0.19	4 577	14.2
Japon	9 320	0.22	9 266	0.19	10 418	12.4
Luxembourg	361	0.93	423	1.06	418	-1.2
Norvège	4 278	1.05	5 086	1.00	5 528	8.7
Nouvelle-Zélande	438	0.27	506	0.27	515	1.7
Pays-Bas	5 813	0.76	5 573	0.64	6 932	24.4
Pologne	442	0.10	452	0.09	528	16.8
Portugal	306	0.16	430	0.19	361	-16.1
République slovaque	86	0.10	83	0.09	103	23.3
République tchèque	202	0.12	212	0.11	236	11.4
Royaume-Uni	18 700	0.71	19 306	0.70	19 919	3.2
Slovénie	62	0.15	62	0.12	75	21.1
Suède	7 092	1.40	6 233	1.09	8 527	36.8
Suisse	3 538	0.52	3 522	0.50	3 758	6.7
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>131 586</b>	<b>0.30</b>	<b>137 222</b>	<b>0.30</b>	<b>146 676</b>	<b>6.9</b>
Performance moyenne des pays du CAD		<b>0.41</b>		0.39		
<i>Pour mémoire :</i>						
Institutions de l'UE	13 848	-	16 451	-	16 374	-0.5
Pays CAD-UE	73 477	0.47	75 230	0.42	84 778	12.7
Pays du G7	94 233	0.28	97 103	0.27	102 418	5.5
Pays non membres du G7	37 353	0.41	40 119	0.39	44 258	10.3
<i>Pays non-membres du CAD :</i>						
Croatie	51	0.09	72	0.13	57	-20.5
Émirats arabes unis	4 389	1.09	5 080	1.26	4 892	-3.7
Estonie	33	0.15	38	0.14	39	4.7
Hongrie	152	0.13	144	0.11	180	25.0
Israël (3)	207	0.07	200	0.07	218	9.4
Lettonie	23	0.09	25	0.08	28	9.6
Lituanie	44	0.11	46	0.10	52	14.7
Malte	14	0.15	20	0.20	16	-23.7
Russie	1 140	0.06	876	0.05	1 688	92.7
Turquie	3 913	0.54	3 591	0.45	4 535	26.3

(1) Les Membres du CAD introduisent progressivement le nouveau Système des Comptes Nationaux (SCN08).

Cela entraîne une légère révision à la hausse du RNB, et une baisse correspondante du ratio APD/RNB notifié.

Le Japon et le Royaume-Uni ont notifié leur RNB en 2015 sur la base du SCN93.

Le gouvernement du Royaume-Uni a affirmé que pour la période 2013 à 2015, il mesurerait l'objectif d'APD/RNB de 0.7% sur la base d'un RNB calculé en utilisant la méthodologie de comptes nationaux en usage lorsque les décisions relatives aux dépenses ont été prises (SEC95 non ajusté). En se basant sur la dernière méthodologie des comptes nationaux pour l'estimation du RNB (SEC 2010) qui n'était pas disponible lors des décisions sur les dépenses, le ratio provisoire APD/RNB en 2015 serait de 0.67%.

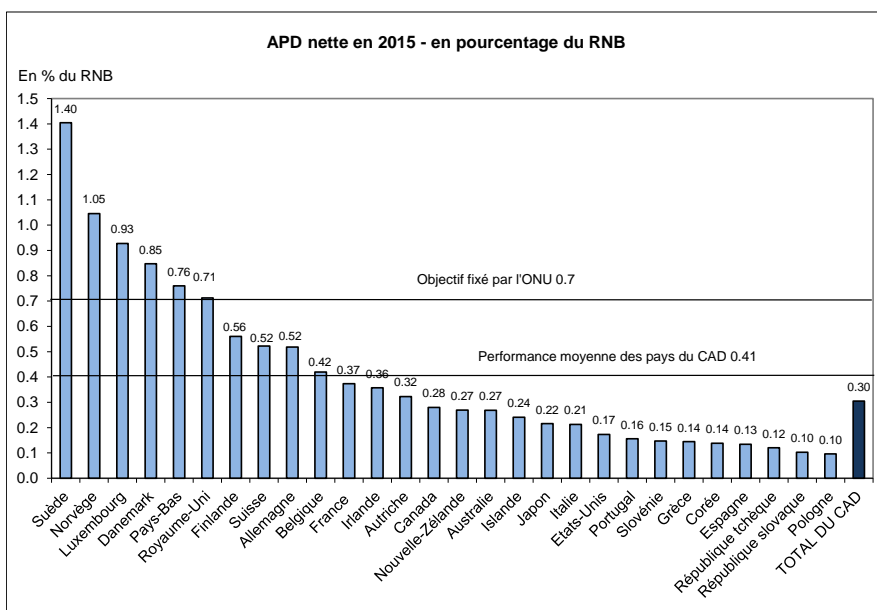
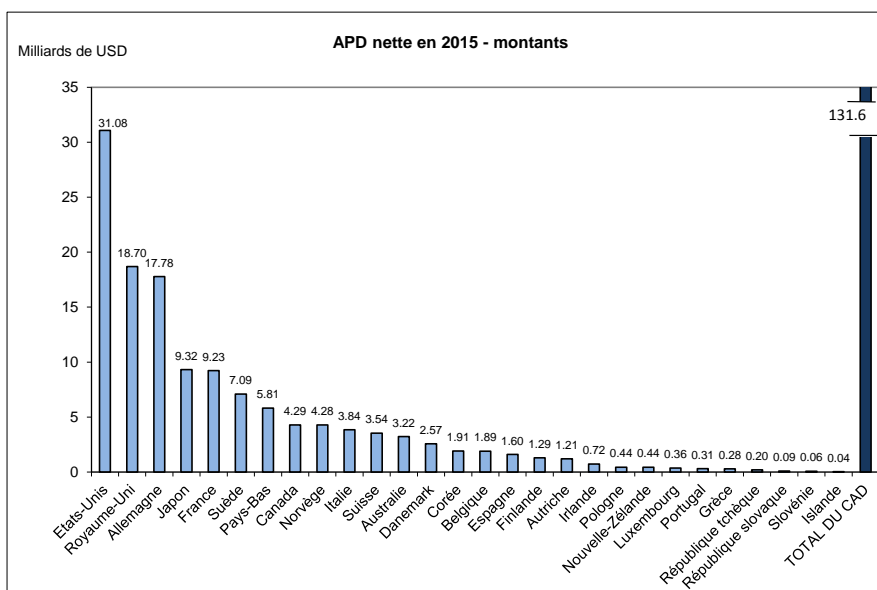
(2) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(3) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Notes: Les données 2015 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2016. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 13 avril 2016.

**GRAPHIQUE 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES MEMBRES DU CAD EN 2015**  
Données préliminaires pour 2015



Source: OCDE, 13 avril 2016.



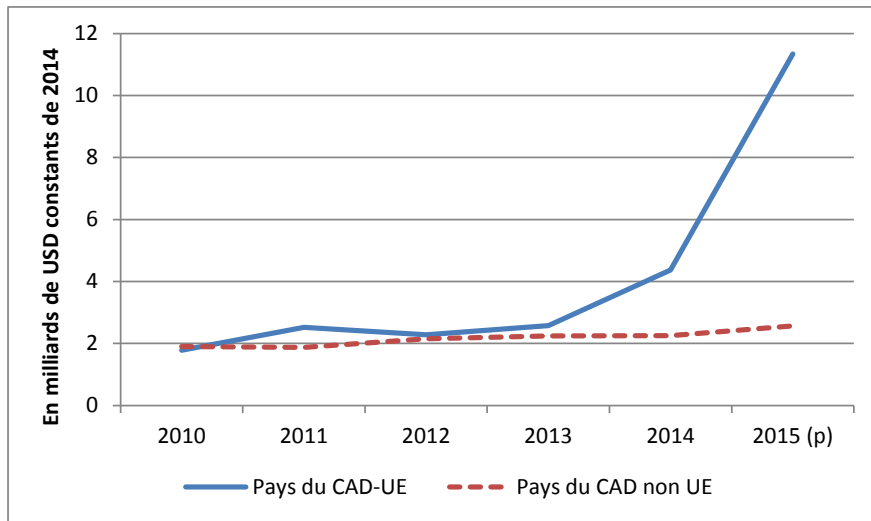
TABLEAU 2. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE  
Données préliminaires pour 2015

	2015			2014			Variation en pourcentage : APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur 2014 à 2015 (1)
	APD millions de USD courants	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur millions de USD courants	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD %	APD millions de USD courants	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur millions de USD courants	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD %	
<i>Pays du CAD:</i>							
Allemagne	17 779	2 993	16.8	16 566	171	1.0	5.8
Australie	3 222	-	-	4 382	-	-	-11.1
Autriche	1 207	324	26.8	1 235	109	8.9	-7.4
Belgique	1 894	228	12.0	2 448	187	7.6	-12.2
Canada	4 287	213	5.0	4 240	216	5.1	17.3
Corée	1 911	-	-	1 857	-	-	8.3
Danemark	2 566	397	15.5	3 003	256	8.5	-6.8
Espagne	1 604	32	2.0	1 877	18	1.0	0.4
États-Unis	31 076	1 206	3.9	33 096	1 246	3.8	-7.2
Finlande	1 292	39	3.0	1 635	16	1.0	-7.7
France	9 226	374	4.0	10 620	485	4.6	3.4
Grèce	282	58	20.6	247	21	8.6	20.5
Irlande	718	1	0.1	816	0	0.0	1.8
Islande	39	3	7.1	37	3	6.8	11.0
Italie	3 844	982	25.5	4 009	840	21.0	7.5
Japon	9 320	0	0.0	9 266	1	0.0	12.4
Luxembourg	361	-	-	423	-	-	-1.2
Norvège	4 278	463	10.8	5 086	279	5.5	2.5
Nouvelle-Zélande	438	17	3.8	506	20	3.9	1.9
Pays-Bas	5 813	1 326	22.8	5 573	935	16.8	15.4
Pologne	442	9	2.1	452	-	-	14.3
Portugal	306	1	0.4	430	1	0.2	-16.3
République slovaque	86	2	2.0	83	1	1.2	22.3
République tchèque	202	15	7.2	212	12	5.4	9.3
Royaume-Uni	18 700	408	2.2	19 306	222	1.1	2.1
Slovénie	62	6	9.0	62	0	0.1	10.3
Suède	7 092	2 397	33.8	6 233	1 095	17.6	9.9
Suisse	3 538	473	13.4	3 522	483	13.7	7.1
TOTAL DU CAD	131 586	11 965	9.1	137 222	6 618	4.8	1.7
<i>Pour mémoire :</i>							
Pays CAD-UE	73 477	9 591	13.1	75 230	4 371	5.8	3.6

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

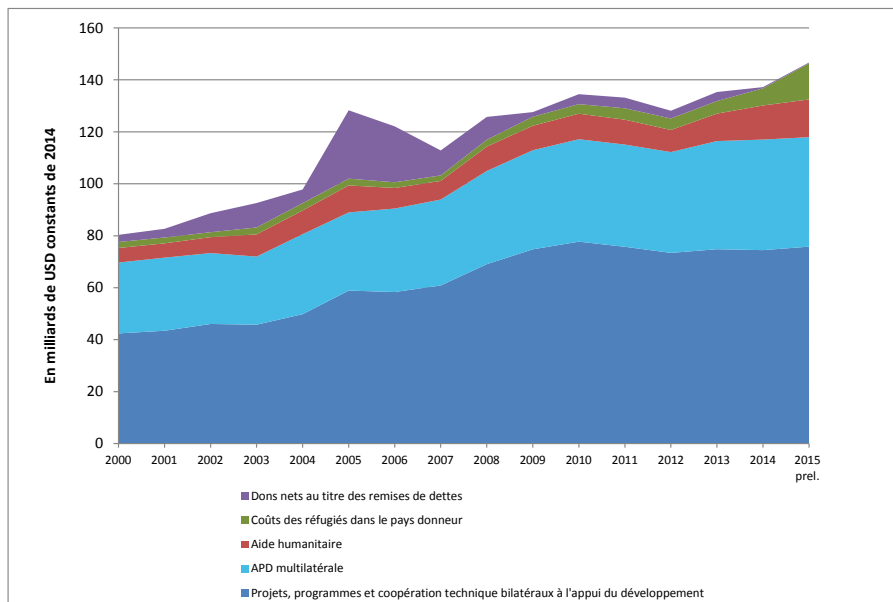
Source: OECD, 13 avril 2016.

**GRAPHIQUE 2. DÉPENSES D'APD NETTE SUR LES COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS LE PAYS DONNEUR**



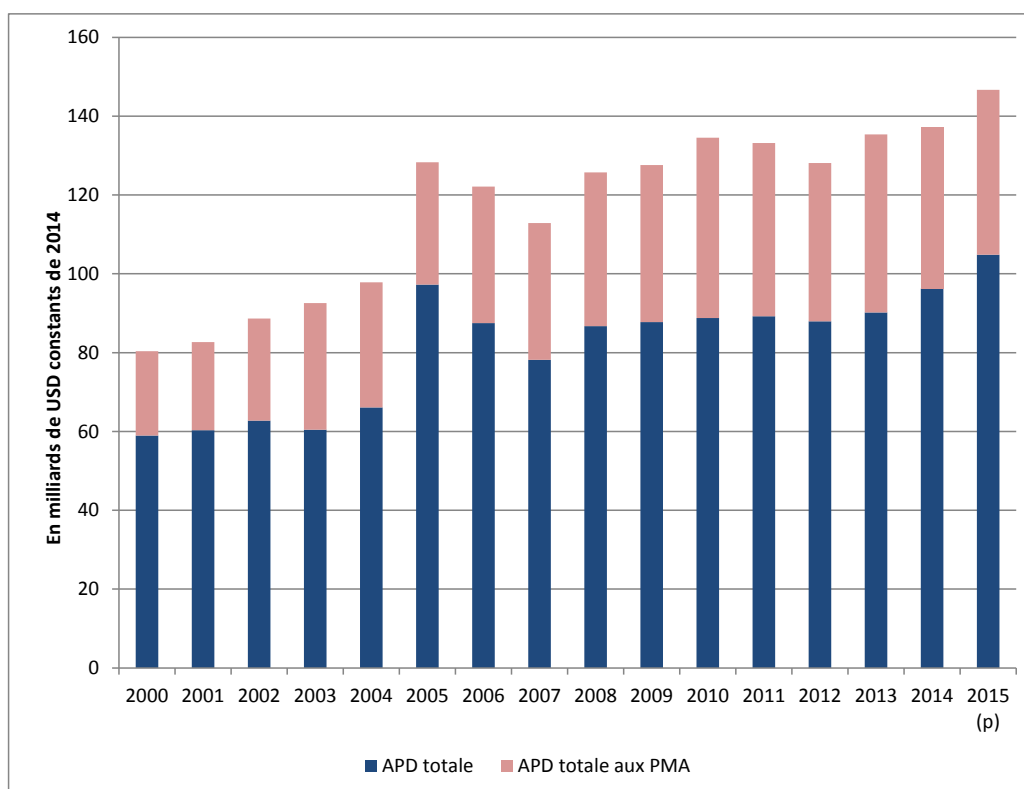
Source: OCDE, 13 avril 2016.

**GRAPHIQUE 3. COMPOSITION DE L'APD NETTE ÉMANANT DES PAYS MEMBRES DU CAD**



Source: OCDE, 13 avril 2016.

GRAPHIQUE 4. PART DE L'APD TOTALE VERS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS



Source: OCDE, 13 avril 2016.

**TABLEAU 3 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT BRUTE EN 2015**  
Données préliminaires pour 2015

	2015 APD millions de USD prix courants	2014 APD millions de USD prix courants	2015 APD millions de USD (1) Aux prix et taux de change de 2014	Variation en pourcentage de 2014 à 2015 (1)
Allemagne	19 641	19 347	23 038	19.1
Australie	3 222	4 405	3 897	-11.5
Autriche	1 215	1 239	1 433	15.6
Belgique	1 935	2 495	2 306	-7.6
Canada	4 330	4 286	5 015	17.0
Corée	1 993	1 938	2 097	8.2
Danemark	2 655	3 151	3 133	-0.6
Espagne	1 769	2 118	2 101	-0.8
États-Unis	31 793	33 864	31 475	-7.1
Finlande	1 312	1 635	1 565	-4.3
France	11 132	12 540	13 175	5.1
Grèce	282	247	343	38.7
Irlande	718	816	831	1.9
Islande	39	37	42	11.3
Italie	3 897	4 096	4 639	13.3
Japon	15 146	15 708	16 930	7.8
Luxembourg	364	427	421	-1.5
Norvège	4 294	5 110	5 548	8.6
Nouvelle-Zélande	438	506	515	1.7
Pays-Bas	5 821	5 726	6 942	21.2
Pologne	467	473	557	17.8
Portugal	351	474	415	-12.6
République slovaque	86	83	103	23.4
République tchèque	202	212	236	11.4
Royaume-Uni	18 809	19 917	20 036	0.6
Slovénie	62	62	75	21.1
Suède	7 102	6 309	8 538	35.3
Suisse	3 575	3 603	3 799	5.4
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>142 651</b>	<b>150 826</b>	<b>159 205</b>	<b>5.6</b>
<i>Pour mémoire :</i>				
Institutions de l'UE	15 906	18 516	18 807	1.6
Pays CAD-UE	77 820	81 369	89 888	10.5
Pays du G7	104 749	109 758	114 309	4.1
Pays non membres du G7	37 903	41 068	44 896	9.3

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Notes: Les données 2015 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2016. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 13 avril 2016.